



Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,  
Monsieur le DASEN,  
Monsieur le Préfet,

*Avant de commencer notre déclaration, permettez-nous ce préambule :*

*Elle s'appelait Caroline, elle était directrice d'école, elle s'est faite harcelée pour son orientation sexuelle et s'est suicidée le jour de la rentrée, car pour reprendre ses mots « Lundi ça sera bien plus difficile pour moi que pour vous. ». Pendant 2 années, Caroline a été la cible d'insultes homophobes, de menaces, de tags haineux. Honte à notre société, honte à l'Education Nationale qui n'a pas su la protéger.*

*Notre devoir est de ne pas oublier, de nommer et de dénoncer les violences et les discriminations et c'est pour cela que nous tous-tes, nous devons nous engager pour que ce qui est arrivé à Caroline n'arrive plus.*

*Mais en premier, pour nous personnels de l'Education Nationale, il est urgent que notre employeur assume ses propres programmes et les mots qui vont avec l'éducation à la vie affective relationnelle et sexuelle ... et parce que les programmes ne s'incarnent pas directement en nous, il est urgent de **nous former**.*

*Nous pouvons éduquer à « **Respecter les autres et vivre ensemble** grâce au respect et à l'empathie » et « **Prévenir les violences sexistes et sexuelles** » mais face au vide et au creux de la formation, versus la communication, nous nous interrogeons.*

*N'oublions pas vos rôles aussi Messieurs le Préfet, le DASEN, Mesdames messieurs les élu-es, quand des attaques aussi discriminantes et honteuses nous arrivent : **protégez-nous**.*

---

Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,  
Monsieur le DASEN,  
Monsieur le préfet,

Aujourd'hui, nous sommes le mardi 23 septembre ; après 22 jours de classe pouvons-nous dire que la rentrée s'est bien passée ?

Globalement oui, parce que chacun·e à son poste a fait en sorte que les élèves de la Haute-Garonne soient correctement accueilli-es. Nous, agent-es du service public de l'Education Nationale, nous sommes très attaché-es à faire vivre des rentrées heureuses, inclusives et humaines à nos élèves au-delà de nos conditions de travail et des conditions de rentrée réelles.

Oui, nous manquons toujours de postes en Haute-Garonne, la dotation nationale puis notre dotation académique est insuffisante depuis de trop nombreuses années et voici comment cela se traduit très simplement :

**Notre taux d'encadrement est l'un des plus élevé de France.** Notre département est l'un des départements de France où il y a le plus d'élèves par classe ; un manque de remplaçant·es criant (à titre d'exemple en janvier dernier c'est **3 635 jours d'absences qui n'ont pas été remplacés.**) Les élèves en situation de handicap sont sous accompagné·es par le manque, d'AESH, d'ERSH, d'enseignant·es spécialisé·es et de soins. La situation est difficilement tenable dans de nombreuses écoles.

La phrase toute trouvée qui commence par **la « baisse démographique », ne nous convient pas** parce que dans notre département elle ne se traduit que par - 2,5 élèves/école en moyenne.

Pour l'Unsa éducation, nous ne souhaitons pas que cet argument justifie une carte scolaire exsangue, cette baisse devrait être l'opportunité d'améliorer les conditions d'apprentissages, en ne fermant pas de classe ; en ouvrant des classes dans les écoles qui sont aux seuils ou les dépassent ; en nous remplaçant ; en nous proposant de la formation de qualité sur notre temps de travail.

Et au-delà des chiffres, de l'opération comptable, de la politique actuelle et de la valse des ministres, c'est votre méthode, M. le Dasen, qui nous interroge. C'est notre première rentrée hors d'un contexte exceptionnel, tel que le covid où des classes ferment. Nous nous désolons de vos choix, car **vous faites le choix** de bousculer l'organisation de 7 communautés éducatives, de plus d'une centaine d'élèves contraint·es de changer de classe, de bousculer vos enseignant·es que vous allez déplacer du jour au lendemain tels des variables d'ajustement. Ces décisions heurtent les équipes, désorganisent les écoles et pèsent sur les familles et les élu·es.

Monsieur le Directeur académique, vous l'aurez compris, vous avez la responsabilité de faire remonter au Ministère nos besoins de postes et de moyens.

Rappelez-vous notre préambule, nos besoins de de moyens dans notre département et mettez-le en lien avec ce que la Secrétaire Générale de l'UNSA-éducation a déclaré la semaine dernière :

**« L'école publique est le ciment de la démocratie. S'il se fissure, c'est toute la société qui se fragilise. »**